

une fraude colossale à l'endroit des contribuables canadiens... (*Exclamations*) Il a coûté une fortune, il a exigé un temps et des efforts considérables pour dire aux Canadiens ce qu'ils savaient déjà, savoir qu'il y a une crise du logement au Canada et que le gouvernement fédéral devrait s'occuper de la régler. Le premier ministre fut un gros zéro à la conférence du Commonwealth (*Exclamations*)... et le ministre des Transports (M. Hellyer), par les recommandations du rapport, une double nullité.

● (2.30 p.m.)

Les solutions à la crise offertes par le gouvernement sont pitoyables et pathétiques. Elles accentuent les vieux sophismes du passé qui ont engendré la crise du logement. En ce qui concerne le problème urgent des logements publics et de la rénovation urbaine, le gouvernement propose un service de recherches. Aucun intérêt n'a été manifesté à l'égard de ceux dont le revenu se situe entre \$4,000 et \$7,500 et qui doivent payer des prix élevés pour des maisons et verser des taux élevés d'intérêt. On n'a guère songé à ceux qui se trouvent dans cette situation, et il n'a pas été question d'une subvention pour alléger les taux d'intérêt qui leur sont demandés.

On n'a pas fixé d'objectif véritable de construction domiciliaire, comme par exemple 250,000 maisons, pour corriger la pénurie amenée par les pauvres résultats de la construction ces dernières années. Il n'y aura pas dans la construction d'augmentation suffisante pour abaisser le prix des maisons. On n'a pas songé à répartir de façon appropriée les catégories de maisons requises.

On pense que le gouvernement tolère les taux exorbitants d'intérêt exigés actuellement et qu'il ne prend aucune mesure à l'égard des institutions financières ou de leur politique, afin d'abaisser ces taux excessifs. Il me semble étrange que le Canada puisse produire un nombre suffisant d'automobiles, de postes de télévision et de radio pour satisfaire les besoins de la population et que, faute de maisons, celle-ci ne puisse bénéficier de son droit fondamental à disposer de logements convenables. A notre humble avis, ce rapport constitue une façon honteuse de traiter la crise du logement au Canada.

[*Français*]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir d'exposer mes vues sur ce projet de réforme de la loi nationale sur l'habitation. Ce n'est que ce matin que j'ai pris connaissance de ce rapport et je remercie ceux qui me l'ont transmis.

Enfin, nous abordons un programme assez important, car la construction ayant subi un recul qui s'est soldé par une crise de logement, la population s'inquiète grandement. D'autre part, du côté moral, je suis persuadé que la Commission aura vraiment atteint son but, parce qu'à mon avis, les commissions royales d'enquête sont à peu près ce qu'il y a de plus efficace à l'heure actuelle pour endormir la population.

Depuis quelques années, tout a été mis en œuvre pour égorger les citoyens canadiens: augmentation de l'impôt à la source, augmentation de l'impôt de l'industriel, augmentation de la taxe d'accise, augmentation de la taxe de vente, tant du grossiste que du détaillant. On se souvient même que pour faire avaler la fameuse taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, il avait fallu le faire en trois étapes successives.

A toutes ces taxes, qui ont contribué à la hausse du coût de la vie, sont venus s'ajouter des capitaux élevés. On ne pouvait s'attendre à autre chose, puisque le 21 mars 1967, le Parlement canadien adoptait le bill C-222 qui, en plus de supprimer le plafond de 6 p. 100 sur les prêts consentis par les banques, permettait à ces dernières de prêter sur une période de dix ans, au taux de leur choix.

Monsieur l'Orateur, je ne comprends pas encore pourquoi le parti conservateur progressiste se plaint de cette hausse du taux d'intérêt, car j'ai remarqué—j'ai en main une photo à l'appui—que le jour où le bill C-222 a été adopté par la Chambre, 70 députés conservateurs étaient absents. On avait préféré s'absenter, puisque les banques contribuent à la caisse électorale des deux vieux partis politiques.

A tout événement, à cause de l'intérêt et des capitaux élevés et de la hausse des taxes de toutes sortes, l'économie a atteint un point de saturation, de sorte qu'aujourd'hui tout est paralysé. L'agriculture, le commerce, l'industrie et la construction sont dans le marasme et l'administration actuelle, par un programme bien orchestré, continue toujours dans la même voie. Ce n'est pas une erreur, monsieur l'Orateur, car le gouvernement a toujours ses penseurs et ses conseillers, et le but à poursuivre finira par être atteint, j'imagine.

Mais ce qui est assez étrange, c'est que tous les problèmes créés par le gouvernement deviennent pratiquement insolubles. Alors, on embauche une équipe de commissaires «compréhensifs» qui se penchent sur ces problèmes et parcourent le pays pour en faire l'étude.